

## DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CLERMONTAIS

**Objet** : Mission Accompagnement juridique – Ressources Humaines

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10,

**Vu** l'article R2123-1 du Code de la commande publique,

**Vu** la délibération du Conseil communautaire prise en séance du 29 septembre 2020, portant délégation de pouvoirs au Président pour prendre toute décision relative à la défense de la Communauté de communes dans les actions intentées contre elle sur l'ensemble du contentieux, tant devant les juridictions administratives que judiciaire, quel que soit le degré et la nature de la juridiction en cause et devant toutes les instances de médiation ou de conciliation,

**Considérant** la nécessité de pouvoir disposer d'un éclairage sur les modalités de mises en place du Comité Social Territorial au regard des SPIC de la collectivité

### DECIDE

**Article 1** : Un contrat de prestation de service est passé avec le cabinet MB Avocats dont le siège social est situé au 3 Rue des Augustins 34000 MONTPELLIER.

**Article 2** : la prestation de service correspondra au détail de la facture émise par le cabinet MB Avocats dont le siège social est situé au 3 Rue des Augustins 34000 MONTPELLIER.

**Article 3** : Le montant des honoraires s'élève à 368,33 € HT.

**Article 4** : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil communautaire, un extrait en sera publié sur le site internet de la Communauté de communes et un exemplaire notifié à son destinataire.

**Article 5** : Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Expédition en sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de l'Hérault, à LODEVE.

Fait à CLERMONT L'HERAULT,

Le Président de la Communauté de  
communes du Clermontais,



Le 05 Janvier 2023

Claude REVEL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois, adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. Le Tribunal peut être saisi par le pétiteur en matière de recours gracieux accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Assise de réception en préfecture  
034-243400355-20230123-2023-06D-AU  
Date de télétransmission : 23/01/2023  
Date de réception préfecture : 23/01/2023